

---

# SESSION ANNUELLE 2015 DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

## **L'OMC a 20 ans**

Genève, 16-17 février 2015

---

*Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen*

Point 2

PC-WTO/2015/2-R.1  
26 janvier 2015

### **LE COMMERCE, UN CATALYSEUR POUR LA PAIX ET L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE**

***Document de travail présenté par M. J. Leichtfried (Parlement européen)***

*Avoir 20 ans...*

Mesdames et Messieurs, collègues parlementaires,

1. Nous sommes réunis à l'occasion de la session annuelle 2015 de la Conférence parlementaire sur l'OMC qui nous invite à réfléchir sur ce thème "L'OMC a 20 ans". Vingt ans, l'âge de faire des plans pour l'avenir et de se demander : "Qu'est-ce-que je veux faire de ma vie ?". C'est le moment ou jamais de nourrir des rêves "réalistes" et de tout mettre en œuvre pour les réaliser. Je pense que l'OMC doit avoir l'ambition de promouvoir une politique commerciale telle que le commerce améliore la qualité de la vie. Comment y parvenir ? Ce sera l'objet de mon propos avec le but, je l'espère, de susciter un débat intéressant.

*Comment définir de "meilleures conditions de vie" ?*

2. Tout d'abord, nous devons définir ce qu'il faut entendre par de "*meilleures conditions de vie*". A mon avis, cette expression va au-delà des questions relatives au travail. Elle recouvre les effets, plus larges, du commerce qui ont un impact historique sur la vie des citoyens du monde entier. Aussi, pour commencer, je définirais les "*meilleures conditions de vie*" comme l'expression concrète et palpable de l'objectif de développement durable avec ses dimensions sociale environnementale et économique.

*Comment le commerce génère-t-il la croissance ?*

3. Nous commencerons par le potentiel économique du commerce : on considère généralement le commerce comme un catalyseur de la croissance. De fait, les preuves empiriques abondent qui montrent que les économies ayant affiché les taux de croissance les plus élevés au cours de 60 dernières années doivent cette réussite à leur ouverture au commerce et à l'investissement; à savoir la Corée du Sud, Singapour et la Chine<sup>1</sup>. Comment le commerce a-t-il suscité de tels niveaux de croissance ? C'est qu'il a favorisé la croissance mais aussi les transferts de technologie, permettant ainsi aux pays en développement de commencer un processus de rattrapage par rapport aux pays développés, notamment en augmentant leur productivité.

*Comment le commerce engendre-t-il une croissance inclusive ?*

4. Il est généralement admis et scientifiquement prouvé que le commerce et l'investissement génèrent de la croissance. Mais on dispose de moins de preuves pour affirmer que le commerce favorise la réduction de la pauvreté; car il faut tenir aussi compte du caractère de la croissance : est-elle inclusive ? et qui profite de la croissance qu'il génère ? Pour que la croissance soit inclusive, il faut plusieurs mesures d'accompagnement, notamment une politique d'éducation aussi large que possible : alphabétisation, éducation supérieure, formations professionnelles, apprentissage tout au long de la vie. Et il ne faut pas oublier les

---

<sup>1</sup> "The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development", publié par la Banque mondiale, 2008, Washington (en anglais seulement)

infrastructures, au sens large là aussi, c'est-à-dire des infrastructures physiques telles que les transports, les hôpitaux, etc. ainsi que les technologies numériques. Certes, chaque pays a ses propres spécificités, mais il importe de mettre en œuvre des politiques actives en faveur du marché du travail; d'investir dans l'éducation et la formation – afin d'adapter l'offre de main d'œuvre à la demande – et de mettre en place une protection sociale et des règles de concurrence adéquates. Pour que les pays puissent s'élever dans la chaîne de valeur mondiale et créer des emplois plus qualifiés et mieux payés, il faut que leur population bénéficie d'une éducation et de formations professionnelles permanentes.

5. La richesse produite par la croissance va le plus souvent aux élites urbaines. Il faut donc développer les infrastructures pour que les régions les plus isolées bénéficient, elles aussi, de cette croissance. Lorsque le plus grand nombre profite des avantages du commerce – les populations par l'éducation et les régions par les infrastructures – la croissance générée par le commerce devient plus inclusive. Il appartient aux gouvernements de définir les politiques nécessaires à cette fin. En conséquence, les décideurs en matière commerciale comme l'OMC doivent collaborer étroitement avec des organisations internationales telles que l'OIT, la Banque mondiale, le FMI et les gouvernements, de sorte que les politiques commerciales génèrent non seulement de la croissance, mais une croissance *inclusive*.

*Comment le commerce peut-il améliorer les normes sociales ?*

6. J'en viens au second élément de la dimension sociale – le commerce comme catalyseur pour "de meilleures conditions de vie professionnelle". Le commerce permet non seulement d'augmenter les salaires des gens, mais aussi de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et des droits des travailleurs. La première raison pour laquelle on observe une amélioration des conditions sociales est que l'ouverture des économies à l'investissement étranger et au commerce extérieur rend les sociétés plus réceptives à des politiques sociales positives. C'est ce que j'appelle des retombées en termes de droits sociaux.

7. Pour exposer mon argument, je dois d'abord dissiper un des mythes qu'on entend sur le libre-échange, à savoir que le libre-échange entraînerait nécessairement une course vers le bas pour ce qui est des normes du travail. On dit, en effet, que les pays réduisent leurs normes du travail pour soutenir la concurrence, attirer des investissements et accroître leur avantage comparatif. Tout d'abord, rien ne prouve que des conditions médiocres du travail attireraient nettement plus d'investissements étrangers directs<sup>2</sup>. Au contraire, les inégalités entre hommes et femmes, le travail d'enfants et l'absence de droits civils ont l'effet inverse sur les flux d'investissements étrangers directs<sup>3</sup>. En réalité, l'investissement étranger direct favorise de meilleures conditions de travail et vice versa. Pourquoi ? Un système juridique simple, avec des droits civils et des relations harmonieuses entre le capital et le travail, est un facteur de stabilité, et donc de prévisibilité pour le commerce et l'investissement. En outre, les entreprises étrangères qui investissent dans d'autres pays ou commercent avec eux peuvent aussi apporter leur savoir-faire en matière de partenariats sociaux, améliorant ainsi les relations entre employeurs et employés. Permettez-moi, ici, de citer l'exemple d'un grand constructeur automobile allemand qui a établi des usines aux États-Unis et y a mis en place quelques éléments de son "*betriebliche Mitbestimmung*" (participation des syndicats et des travailleurs à la gestion de l'entreprise). On peut donc dire que l'ouverture au commerce et à l'investissement apporte de nouvelles idées, jusque dans la sphère sociale.

8. Là, un accord commercial ambitieux peut relancer le changement social. Les clauses relatives au développement durable dans les accords commerciaux ouvrent l'économie à tout un ensemble de normes sociales fondamentales communes. La création d'un forum, par le biais d'une Commission du développement durable par exemple, peut accélérer la politique de changement social initiée par l'ouverture de l'économie. Dans certains cas, les gouvernements sont même disposés à prendre des engagements plus larges de développement durable,

---

<sup>2</sup> "Trade and the quality of employment: Asian and Non-Asian economies", de Robert J. Flanagan et Niny Khor in "Policy Priorities for International Trade and Jobs", Editor Douglas Lippoldt, OCDE, 2012, p. 259 (en anglais seulement)

<sup>3</sup> "Trade and employment in a fast-changing world", de Richard Newfarmer et Monika Sztajerowska in "Policy Priorities for International Trade and Jobs", Editor Douglas Lippoldt, OCDE, 2012, p. 37 (en anglais seulement)

comme l'ont fait les Gouvernements du Pérou et de la Colombie au moment de la signature de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis, souscrivant à des feuilles de route pour le développement durable.

*Quel pouvoir les consommateurs ont-ils pour améliorer les conditions de travail ?*

9. Mais il est un autre facteur permettant d'améliorer les conditions de travail : le pouvoir des consommateurs. Les entreprises, en particulier les marques bien établies, tiennent énormément à leur image. Elles sont nombreuses à localiser leur production dans des pays où la main d'œuvre coûte moins cher que celle des pays où elles ont installé leurs activités de recherche et développement. Ces entreprises sont à même d'aider les entrepreneurs à améliorer les conditions de travail des fournisseurs locaux, transférant ainsi leur "savoir-faire social". En outre, les enseignes connues sont de plus en plus sous le feu de médias et d'ONG prompts à examiner les conditions de travail dans leurs usines aux antipodes. Les entreprises, soucieuses de leur réputation, ne peuvent ignorer les révélations de telles enquêtes. Bien entendu, cette surveillance ne fonctionne que si les consommateurs assument, eux aussi, leurs responsabilités et font attention aux conditions dans lesquelles un produit est fabriqué, ce qui est de plus en plus le cas dans de nombreux pays.

10. Malheureusement, il faut souvent un événement tragique pour que des consommateurs vivant à des milliers de kilomètres des lieux de production des articles qu'ils achètent prennent conscience de la réalité des choses. Je pense à un exemple récent où le commerce a permis d'améliorer les conditions de travail suite à un drame : l'industrie du prêt-à-porter du Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres du monde, a connu une croissance sans précédent au titre de l'initiative "Tout sauf les armes", permettant l'exportation de textiles sans droits de douane vers l'UE. Le Bangladesh a ainsi pu, grâce au commerce, profiter d'une croissance économique en se concentrant sur son avantage comparatif dans le prêt-à-porter. L'effondrement du Rana Plaza a révélé au grand public la médiocrité des conditions de travail, les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs dans ce secteur. Les décideurs ont vite compris qu'il fallait une action immédiate pour remédier à la situation, pour des raisons morales, mais aussi dans leur propre intérêt, faute de quoi les consommateurs renonceraient aux articles produits dans ce pays dans des conditions déplorables. Aussi le "pacte sur la durabilité" fut-il conclu entre l'UE, les Etats-Unis, le Gouvernement du Bangladesh, l'OIT et les syndicats. Son but : améliorer les droits des travailleurs en leur garantissant la liberté d'association ainsi que les droits à la santé et à la sécurité, par des inspections des usines. L'OIT joue un rôle majeur dans ce processus en conseillant le Gouvernement sur les lois relatives au travail, améliorant les locaux et la sécurité contre les incendies dans les usines textiles et veillant à l'application des nouveaux textes.

*Comment les accords commerciaux peuvent-ils favoriser ce processus ?*

11. Le cas du Bangladesh illustre le pouvoir des consommateurs, mais il montre aussi que des partenaires commerciaux et des marchés essentiels tels que l'UE peuvent exercer une pression politique. La manière dont un pays façonne ses relations commerciales par un accord – préférentiel unilatéral, bilatéral ou multilatéral – peut modifier les conditions socio-économiques qui prévalent sur son territoire. Plusieurs mesures peuvent être prises dans ce sens, notamment l'obligation de respecter les normes fondamentales du travail de l'OIT; une clause contraignante sur les droits du travail avec un mécanisme de règlement des conflits; un rôle de conseiller pour l'OIT sur l'application des normes, ou une assistance technique pour assurer l'application des normes relatives à la santé et à la sécurité sur les lieux de travail. Toutes ces mesures peuvent être inscrites dans les accords commerciaux. Dans l'intérêt des gens, les gouvernements ne doivent pas hésiter à mettre en place des éléments de ce type, en tenant compte des spécificités du pays, façonnant ainsi leurs relations commerciales par le biais d'un accord. Le système GSP+ de l'UE, qui place certaines préférences commerciales sous condition d'une bonne gouvernance et du respect des conventions internationales relatives au travail, est un excellent exemple de politique commerciale responsable.

*Peut-on développer le commerce en protégeant l'environnement ?*

Mesdames et Messieurs,

12. J'ai essayé de décrire les conditions dans lesquelles le commerce peut être un catalyseur pour l'amélioration de la situation économique et sociale des gens. Mais peut-il également servir l'environnement dans lequel nous vivons ?

13. Je voudrais, là encore, faire litière d'un autre mythe selon lequel le développement du commerce aggraverait les changements climatiques en augmentant les émissions de gaz à effet de serre dues aux transports de marchandises. Au niveau de la planète, on estime que les transports ne représentent que 15 pour cent des émissions de gaz à effet de serre<sup>4</sup>. Les études, même celles de spécialistes qui dénoncent l'impact du commerce sur le développement durable, indiquent que l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre dû à la circulation des marchandises est marginal par rapport au total des émissions<sup>5</sup>. Au contraire, le commerce peut contribuer à la baisse des émissions puisqu'il conduit à des transferts de technologie et à d'autres facteurs que j'ai déjà évoqués et qui diminuent les intrants en termes d'énergie, entre autres.

14. "L'initiative Produits verts", lancée en juillet 2014 par l'UE et 13 autres Membres de l'OMC montre que la politique commerciale peut aussi améliorer les conditions environnementales. Cette initiative vise à supprimer les barrières au commerce et à l'investissement pour les produits, les services et technologies "verts". Elle porte sur les produits, services et technologies qui contribuent au verdissement, à la protection de l'environnement, à des actions en faveur du climat et au développement durable, en améliorant la qualité de l'air, la gestion des déchets, les économies d'énergie, la lutte contre la pollution de l'air; en favorisant l'utilisation d'énergies renouvelables telles que le solaire, l'éolien ou l'hydroélectricité.

15. En accordant des préférences commerciales aux biens respectueux de l'environnement, on rend ces technologies plus compétitives car d'un coût moindre. Ainsi, au bout du compte, nous améliorons nos conditions de vie : un air et une eau de qualité, le ralentissement des changements climatiques (et donc des événements climatiques extrêmes) profitent à tous.

*Faire en sorte que le commerce contribue davantage à l'amélioration de la qualité de la vie*

16. Pour conclure, j'aimerais faire deux remarques et quelques recommandations sur ce que les décideurs en matière de politique commerciale, à savoir l'OMC et les gouvernements, peuvent faire pour que le commerce améliore les conditions de vie.

17. Premièrement, il faut savoir que tous les travailleurs et les secteurs ne profiteront pas de cette croissance en tant que telle, car le commerce implique un processus de "destruction créatrice", selon l'expression de Schumpeter. Des mesures d'accompagnement seront nécessaires pour que cette croissance soit inclusive. L'éducation et le développement des infrastructures, au sens le plus large, sont essentiels à cet égard. C'est pourquoi les décideurs en matière de commerce doivent coopérer plus étroitement avec les autorités en charge du développement régional ainsi qu'avec les concepteurs des politiques sociales.

18. Deuxièmement, le commerce peut améliorer les conditions sociales. A cette fin, les consommateurs et les syndicats doivent s'impliquer et les entreprises qui investissent dans de nouveaux marchés coopérer avec leurs fournisseurs afin d'opérer des transferts de savoir-faire social améliorant les relations entre employeurs et employés, la santé et la sécurité sur les lieux de travail. Des initiatives telles que le programme "Travailler mieux" de OIT et les labels reconnus du commerce équitable contribuent à relever les normes sociales. En effet, ces labels sensibilisent les consommateurs et leur donnent plus de pouvoir.

---

<sup>4</sup> [http://ec.europa.eu/clima/policies/transport/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/clima/policies/transport/index_en.htm) (en anglais seulement)

<sup>5</sup> Voir, pour une analyse approfondie de cette question, par exemple, "The truth about trade - the Real Impact of Liberalization" de Clive George, en anglais seulement.

19. Troisièmement, les normes fondamentales du travail et les droits de l'homme liés au commerce doivent faire partie des accords. A l'évidence, l'OIT peut puissamment contribuer à ce processus et elle doit être associée au contrôle des accords commerciaux. L'OMC et les gouvernements doivent faire en sorte que les travaux de l'OIT soient mieux pris en compte par les décideurs en matière commerciale.

20. Quatrièmement, la politique commerciale doit être utilisée comme un instrument pour accroître la compétitivité des produits respectueux de l'environnement. Le but est de rendre aussi multilatérale que possible "l'initiative Produits verts", mais aussi d'inclure dans les accords bilatéraux et unilatéraux des préférences pour les produits respectueux de l'environnement. De plus, "l'initiative Produits verts" ne doit pas se limiter aux barrières tarifaires, mais porter aussi sur les barrières non tarifaires pour ce type de biens et s'étendre aux services respectueux de l'environnement, afin de leur conférer un avantage compétitif et les promouvoir à l'échelle mondiale. Cette action doit être coordonnée avec les négociations TiSA, qui portent notamment sur les "services de l'énergie".

21. Pour finir, j'aimerais rappeler qu'à 20 ans on a des ambitions et des rêves ainsi que la volonté de les réaliser ! J'ai essayé d'en décrire quelques-uns pour l'OMC à l'occasion de son vingtième anniversaire.